



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

B007 - Travaux de réhabilitation du pont suspendu de Mallemort- Mérindol

Date et heure limites de réception des offres :

Mardi 6 août 2024 à 17:00

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

DAP SAM-RP

Hôtel du Département

52 avenue de Saint Just

13256 MARSEILLE CEDEX 20

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature.....	3
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Compléments à apporter aux C.C.T.P et C.C.A.P	4
2.2 - Délai de validité des offres	4
2.3 - Forme juridique du groupement	4
2.4 - Variantes.....	4
3.1 - Maîtrise d'œuvre	6
3.2 - Contrôle Extérieur	6
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
3.4 – Ecologie	6
4 - Conditions relatives au contrat	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Contenu du dossier de consultation	7
6 - Présentation des candidatures et des offres	8
6.1 - Documents à produire.....	8
6.2 - Présentation des variantes.....	12
6.3 – Visite sur site.....	12
6.4 - Usage de matériaux de type nouveau	12
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	12
7.1 - Transmission électronique.....	12
7.2 - Transmission sous support papier.....	13
8 - Examen des candidatures et des offres	13
8.1 - Sélection des candidatures.....	13
8.2 - Critères de jugement des candidatures	14
8.3 - Attribution des marchés.....	14
8.4 - Suite à donner à la consultation.....	16
9 - Renseignements complémentaires.....	16
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	16
9.2 - Procédures de recours	17

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne : B007 - Travaux de réhabilitation du pont suspendu de Mallemort-Mérindol

Le présent marché porte sur les travaux de réhabilitation du pont suspendu de Mérindol-Mallemort, situé à la limite entre les départements des Bouches-du-Rhône (13) et du Vaucluse (84). Cet ouvrage, classé Monument Historique, doit faire l'objet de travaux afin de le mettre en valeur et de le sécuriser pour une remise en service à l'usage des modes doux, dits aussi modes actifs (piétons et cyclistes).

Lieu(x) d'exécution : Communes de Mallemort (13) et de Mérindol (84)

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Le marché vise à réhabiliter le pont suspendu de Mallemort destiné à usage mode doux. Les travaux seront réalisés sur deux périodes d'étiage, dans un contexte de calendrier très restreint compte-tenu des fortes contraintes environnementales ayant donné lieu à un arrêté inter préfectoral établi par la Préfecture des Bouches-du-Rhône. Ces fortes contraintes induisent un phasage des travaux particulier avec une imbrication constante des différents postes de génie civil. Ainsi, l'organisation du chantier doit être étudiée dans sa globalité et l'exécution des travaux, dirigée par un mandataire unique. En raison de cette complexité technique, l'allotissement présenterait un inconvénient majeur à la cohérence de la prestation en cause.

Forme de prix :

Le marché est passé à prix forfaitaires et prix unitaires.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45221119-9	Travaux de rénovation de ponts

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Compléments à apporter aux C.C.T.P et C.C.A.P

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au Cahier des Clauses Techniques Particulières, ni au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.3 - Forme juridique du groupement

Le marché sera dévolu soit à un candidat unique, soit à un groupement.

En cas de cotraitance, et dans le but d'assurer la bonne exécution du marché, il sera fait application de l'article R2142-22 du Code de la commande publique. A ce titre, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

La forme solidaire de la cotraitance assure l'entière exécution du marché en cas de défaillance des cotraitants. Elle est nécessaire dans la mesure où les travaux sont réalisés dans un délai extrêmement restreint sur deux périodes d'étiage, dû aux contraintes environnementales très restrictives. Un retard dû à la défaillance d'un cotraitant aurait un impact sur le calendrier, mettant en péril la réalisation des travaux

2.4 - Variantes

Les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base. Ils peuvent présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes qui doivent respecter les exigences minimales détaillées suivantes :

Platelage bois du tablier, comprenant lambourdes et madriers, platelage par lattes.

Solution de base : platelage et garde-corps en robinier

Variante : platelage et garde-corps en bois exotique

Le traitement de finition et le vieillissement des essences employées dans le cadre de la variante devront être similaires à celle du robinier (grisement de la teinte dans le temps).

Le recours à une hybridation d'essences de bois pour les lambourdes, les lattes et les composants du garde-corps est autorisé dans le cadre de la variante, sous réserve de fourniture de preuve d'homogénéité des teintures entre les bois et à tous les âges (mise en service et vie en œuvre y compris en fin de durée de vie). La preuve d'homogénéité devra être apportée sur la base d'exemples et de photos des essences employées.

L'emploi de bois pleine masse est impératif : l'emploi de bois lamellé-collé est donc interdit.

Les exigences suivantes du CCTP sont à respecter à savoir :

- Respect des dispositions constructives du DTU 51.4. et des plans pour le platelage et les lambourdes
- Respect des dimensions fixées au DCE (notamment la hauteur des lambourdes qui influent sur le calage altimétrique de l'ouvrage)
- Classe d'emploi 4 au sens de la norme NF EN 335, et classe de durabilité 1-2 au sens de la norme NF EN 350 pour les lambourdes, sans traitement (bois de cœur purgé d'aubier)
- Classe d'emploi 3.2. au sens de la norme NF EN 335, et classe de durabilité 1-2 au sens de la norme NF EN 350 pour les lattes, sans traitement (bois de cœur purgé d'aubier)
- Classe de résistance mécanique : D40 minimum au sens de la norme NF EN 338
- Essence a minima aussi durable que le robinier, et grisement de la teinte du bois dans le temps,
- Adéquation avec le niveau d'humidité du site
- Densité du bois proposée à 12 % MC au maximum à 800 kg / m³ au sens de la norme NF EN 350
- Spécifications particulières sur le prototype de platelage

Pour rappel, le champ de la variante est limité : la proposition par le candidat d'une proposition variante sur d'autres thèmes, d'autres ouvrages ou parties d'ouvrages que celui listé ci-dessus entraînera le rejet de cette offre variante, qui ne sera pas analysée.

En particulier :

- aucune variante large n'est autorisée.
- hormis l'emploi d'une essence de bois exotique, aucune modification architecturale, esthétique ou patrimoniale n'est autorisée.

Les soumissionnaires ont l'obligation de présenter une offre **entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base)**.

2.5 - Développement durable

Le Département des Bouches-du-Rhône, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le détail des conditions d'exécution à caractère social est indiqué dans le CCAP.

L'attention des candidats est attirée sur les éléments suivants :

- Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique
- Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de sa non-conformité au cahier des charges.

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

2.6 – Clauses environnementales

Les clauses environnementales sont dictées par l'arrêté inter préfectoral.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

Groupe RL Associés / DIADES / SETEC TPI - 5 rue Amédée Bonnet – 69006 LYON

3.2 - Contrôle Extérieur

GINGER CEBTP – 1030 rue JRGG de la Lauzière – 13290 AIX-EN-PROVENCE

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de **niveau II** sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

3.4 – Ecologie

GPT TPFI / SEGED / IRIS CONSEIL

Immeuble le Balthazar
2 quai d'Arenc – BP 60025 – 13202 Marseille Cedex 2

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Le financement du projet se fait par fonds propres et par l'attribution de subventions éventuelles accordées par les entités suivantes :

- Direction Régionale des Affaires Culturelles
- L'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements,
- L'Etat, au titre du Fonds National Mobilités Actives
- Le Fonds Européen de Développement Régional

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe 1 "Procédure pour la remise des offres par voie électronique"
- 1 Formulaire DC1 en vigueur au 01/04/2019
- 1 formulaire DC2 en vigueur au 23/11/2023
- 1 Formulaire DC4 en vigueur au 01/01/2024
- 1 A.E.I (Acte d'Engagement d'Insertion)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le cadre de sous-détail des prix suivants n°: 101, 321, 322, 323, 324, 324, 325, 326, 511, 512 et 513
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) à accepter sans modification ni rature et réserve.
- Annexe au CCAP : "Fiche de suivi des heures d'insertion et du bénéficiaire"
- Le Cadre du Mémoire Technique (CMT)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, à accepter sans modification ni rature et réserve.
- Les annexes au CCTP :
 - Dossier de plans
 - Arrêté inter préfectoral portant autorisation environnementale
- Les déclarations de travaux (DT) et les réponses des exploitants de réseaux
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)
- Autorisation au titre des monuments historiques
- Plans non contractuels
- Dossier architectural
- Etude hydraulique
- Données géotechniques et études G2 PRO
- Diagnostic matériaux
- Rapport d'inspection détaillée exceptionnelle de 2018
- Inspection subaquatique de 2019
- Levés topographiques et bathymétriques
- Suivis piézométriques
- Notes de calculs et plans d'archives
- Dossier de récolement des travaux en urgence exécutés par le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance en 2022
- Guide utilisateur externe EDF
- Le certificat de visite à faire compléter le jour j

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le marché peut être consulté et téléchargé dans sa totalité sur la plate-forme des Marchés Publics du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante : <https://marches.departement13.fr>.

Le CD13 précise qu'il collecte les données à caractère personnel des candidats téléchargeant le DCE du présent marché. Le téléchargement du DCE vaut accord pour la réutilisation des données collectées dans le cadre de la stratégie achat du CD13, notamment pour la constitution d'une base de

données fournisseurs. Ces données sont les suivantes : nom, numéro de téléphone et mail du contact. En cas d'opposition à ce traitement, merci d'adresser un mail à : dpo13@departement13.fr

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français pour l'ensemble des documents remis.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Formulaire DC1 (lettre de candidature) et Formulaire DC2 (déclaration du candidat) ou Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E.)	Non

Dans le cas où le candidat souhaite avoir recours aux capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, **notamment un sous-traitant**, il devra obligatoirement renseigner la rubrique **H** du **DC2** (ou la rubrique C de la partie II du DUME). Il devra justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques en produisant les documents mentionnés dans les tableaux ci-dessous.

Il apportera la preuve qu'il disposera des capacités de ce ou ces opérateurs économiques pour l'exécution du marché.

En cas de sous-traitance, la production du DC4 en pièce de l'offre sera considérée comme suffisante. Dans les autres cas, cette preuve peut être rapportée par tout moyen et notamment par un engagement écrit de l'opérateur économique sur les capacités desquelles le candidat s'appuie.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Si pour une raison justifiée (notamment pour les sociétés nouvellement créées), l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié.

Renseignements concernant les références professionnelles et/ou qualifications professionnelles de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Liste des travaux de même nature exécutés au cours des 5 dernières années (montant, année, lieu d'exécution).	Non

Le candidat peut justifier de ses capacités techniques et professionnelles par tout autre moyen.

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Qualibat 2313 : Fabrication et pose de charpente traditionnelle et structure en bois (technicité supérieure)	Non
FNTP 7234 : Renforcement et réparation par clous, tirants d'ancrage, boulons d'ancrage, pieux et micropieux	Non
Qualibat 2194 : Restauration pierre de taille et maçonnerie des monuments historiques	Non
FNTP 715 : Haubans, câbles et suspentes	Non
FNTP 1432 : Enrochement	Non
FNTP 131 : Ouvrages en bois ou certification	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des références (au minimum 2 par capacité) de travaux de moins de 5 ans, appuyées d'attestations de bonne exécution indiquant le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux. Chaque compétence exigée ci-dessus devra être rattachée explicitement à une ou plusieurs des preuves amenées par le candidat. La candidature comportera un tableau ou une liste récapitulatif (ve) permettant à l'administration d'effectuer sans ambiguïté la correspondance des preuves présentées avec les compétences exigées, et ainsi juger de leur caractère probant.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Dans le cas où les candidats se présenteraient sous la forme d'un groupement, il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1. Chaque membre du groupement peut, toutefois, remplir un formulaire DC1 : le dossier de candidature sera alors constitué d'autant de formulaires DC1 que de membres du groupement. Dans ce cas, il appartient à chacun des membres de renseigner, de manière identique, les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation du mandataire.

Si le groupement est désigné attributaire, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Si le candidat est une société nouvellement constituée, il devra indiquer la dénomination et l'adresse de l'organisme duquel sa demande d'inscription est en cours et être en mesure de fournir les pièces justifiant cette demande (extrait Kbis par exemple). Il devra fournir toute information permettant de justifier de ses capacités techniques et financières.

En application de l'article R2142-25 du Code de la commande publique, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (D.U.M.E.)

En application de l'article R2143-4 du Code de la commande publique, **l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME), en lieu et place des documents DC1 et DC2 et leurs multiples annexes réclamées, rédigé en français conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution de la Commission Européenne du 05/01/2016 (UE-2016/7),**

Le DUME est disponible en version électronique au format.xml. permettant de renseigner le document e-DUME directement sur un des deux sites web :

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=f>
<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il doit être dûment rempli par une personne habilitée à engager la société.

Si l'opérateur économique, et ses éventuels cotraitants ou sous-traitants utilisent le DUME, toutes les informations exigées au titre des DC1 et DC2 devront être obligatoirement renseignées.

L'opérateur économique, et ses éventuels cotraitants ou sous-traitants ne sont pas dispensés de remplir les sections A, B et C de la partie IV « critères de sélection ».

Un opérateur économique qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autre entités (y compris un sous-traitant), doit fournir à la fois son DUME et un DUME distinct pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct doit être remis pour chacun des cotraitants.

Les DUME de chacun des opérateurs devront contenir les informations demandées **dans la partie I, dans les sections A et B de la partie II, dans les sections de la partie III, IV et VI.**

Les candidats qui souhaitent réutiliser un DUME déjà utilisé dans une procédure antérieure devront confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables en application de l'article R2143-

4 3ème alinéa du Code de la commande publique et que ces informations soient adaptées aux exigences de l'acheteur.

Pièces de l'offre : Pour l'offre de base

Libellés	Signature
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat comprenant notamment un SOPRE et un SOPAQ. En cas d'absence ou de réponse incomplète sur l'un des éléments du mémoire, il en sera tenu compte dans la notation (jusqu'à la possibilité d'affecter une note nulle) sans que cela n'entraîne pour autant l'irrégularité de l'offre.	Non
L'Acte d'Engagement d'Insertion (AEI)	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment complété. <i>Nota : le candidat est invité à renseigner son nom en page de garde</i>	Non
Les sous-détails des prix n°: 101, 321, 322, 323, 324, 324, 325, 326, 511, 512 et 513	Non
Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) au format xls <i>Nota : le candidat est invité à renseigner son nom en page de garde</i>	Non
En cas de sous-traitance, DC4 dûment complété.	Non
Certificat de visite	Non

Pièces de l'offre : Pour la variante

Libellés	Signature
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat comprenant notamment un SOPRE et un SOPAQ. En cas d'absence ou de réponse incomplète sur l'un des éléments du mémoire, il en sera tenu compte dans la notation (jusqu'à la possibilité d'affecter une note nulle) sans que cela n'entraîne pour autant l'irrégularité de l'offre.	Non
L'Acte d'Engagement d'Insertion (AEI)	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU) modifié et dûment complété <i>Nota : le candidat est invité à renseigner son nom en page de garde</i>	Non
Les sous-détails des prix n°: 101, 321, 322, 323, 324, 324, 325, 326, 511, 512 et 513 Si différents de la solution de base	Non
Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) modifié et dûment complété au format xls <i>Nota : le candidat est invité à renseigner son nom en page de garde</i>	Non
En cas de sous-traitance, DC4 dûment complété.	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Présentation des variantes

Les candidats présenteront un dossier général " variantes " comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Ils veilleront à respecter les exigences minimales indiquées au cahier des charges et à l'article 2.4 du présent document.

6.3 – Visite sur site

Une visite sur site **est obligatoire**. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

lors de cette visite sera remis aux candidats une clé USB avec la modélisation du pont (scan3D).

Modalités d'inscription par mail :

christophe.esposito@departement13.fr

lydie.dolle@departement13.fr

Créneaux proposés :

Le mercredi 22/05 à 10h

Le mercredi 29/05 à 10h

6.4 - Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition :
..... pendant le délai de ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes : "

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.departement13.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles,

Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Conditions envoi copie de sauvegarde :

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.

L'enveloppe portera obligatoirement la mention :

"Marché pour B007 – travaux de réhabilitation du pont suspendu de Mallemort-Mérindol ».

Copie de sauvegarde de l'offre déposée électroniquement

en date du àheure(s)minute(s)..... seconde(s)

NE PAS OUVRIR"

N° SIRET.....

Cette copie devra être remise contre récépissé du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 ou envoyée par pli recommandé avec avis de réception à l'adresse suivante :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

SAM-RP

Bureau B6039

Hôtel du Département

52, Avenue de Saint Just

13256 MARSEILLE CEDEX 20

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. A ce titre, les candidats devront fournir, dans un délai qui leur sera précisé par courrier ou par voie électronique, tout document justificatif et autre moyen de preuve justifiant de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leur capacité économique et financière et de leurs capacités techniques et professionnelles au regard des exigences fixées au présent Règlement de consultation.

8.2 - Critères de jugement des candidatures

- Conformité aux obligations légales, fiscales et sociales.

Il s'agit de vérifier, conformément aux articles R2143-3 1° et R2143-4 du Code de la commande publique, que les candidats (chacun des membres du groupement et des éventuels sous-traitants) attestent d'une régularité de situation sur les plans légaux, sociaux et fiscaux.

- Aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles du candidat conformément aux articles R2142-2, R2142-5 à R2142-14, R2142-25, R2143-11, R2143-12 et R2143-16 du Code de la commande publique.

8.3 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. L'offre jugée économiquement la plus avantageuse sera celle qui se verra attribuer le total le plus élevé après pondération.

Dans l'hypothèse où seule (s) une (ou des) offre (s) techniquement insuffisante (s) ou financièrement trop coûteuse (s) serait (aient) présentée (s), le marché pourrait ne pas être attribué et la procédure pourrait être déclarée sans suite par le Pouvoir Adjudicateur.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations <i>noté de 0 à 100 puis pondéré par application de la formule : $\text{Note du candidat} = 100 \times (\text{prix de l'offre la moins disante} / \text{Prix de l'offre du candidat})$.</i> <i>Le montant de l'offre est le montant total du DQE.</i>	40 %
2-Critère technique Les notes du critère « VALEUR TECHNIQUE » (NT) seront calculées au vu de l'analyse des sous-critères de la manière suivante, sachant que le candidat ayant obtenu le nombre de points le plus élevé pour ce critère se verra attribuer la note de 100 : $\text{Note du critère technique} = 100 \times \frac{\text{note du critère du candidat}}{\text{note la plus élevée obtenue sur ce critère}}$	60 %

<p>Où :</p> <ul style="list-style-type: none"> Note du critère du candidat = somme des points obtenus par le candidat pour chacun des sous-critères ; Note la plus élevée obtenue sur ce critère = note du critère la plus élevée obtenue à l'issue de l'analyse des mémoires de tous les candidats. <p>Pour le jugement des offres, chacun de ces sous-critères sera noté entre 0 et 5 points puis affecté d'un coefficient de pondération.</p> <p>Les sous-critères notés de 0 à 5 points correspondent respectivement aux appréciations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Note 0 : la proposition ne satisfait pas du tout aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du marché, - Note 1 : la proposition répond insuffisamment par manque d'éléments d'appréciation aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du marché, - Note 2 : la proposition répond de manière lacunaire à certaines exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du marché, - Note 3 : la proposition répond moyennement aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du marché, - Note 4 : la proposition répond de manière satisfaisante aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du marché - Note 5 : la proposition répond de manière très satisfaisante à toutes les exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du marché. 	
<ul style="list-style-type: none"> <u>Sous-critère n°1 : Organisation, méthodes, moyens humains et matériels, plan de contrôles (noté sur 5 points)</u> 	55%
<ul style="list-style-type: none"> <u>Sous-critère n°2 : Calendrier d'exécution (noté sur 5 points)</u> 	15%
<ul style="list-style-type: none"> <u>Sous-critère n°3 : Moyens humains et matériels (noté sur 5 points)</u> 	10%
<ul style="list-style-type: none"> <u>Sous-critère n°4 : SOPRE (noté sur 5 points)</u> 	10%
<ul style="list-style-type: none"> <u>Sous-critère n°5 : SOPAQ (noté sur 5 points)</u> 	10%

Lors de l'examen des offres, une vérification matérielle des offres de prix des candidats sera effectuée. Dans le cas de discordance constatée dans une offre, les prix indiqués dans le bordereau des prix prévaudront et les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans le détail quantitatif estimatif seront rectifiées.

Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail quantitatif estimatif qui sera pris en compte.

8.4 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat individuel ou en cas de groupement, chaque membre du groupement, et le(s) éventuel(s) sous-traitant(s) justifie ne pas être dans un des motifs d'exclusion. A ce titre il devra remettre, dans un délai qui lui sera précisé ou par voie électronique les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 et R2143-16 du Code de la commande publique.

Par ailleurs:

Le candidat qui est établi hors de France et qui envisage de détacher temporairement un salarié sur le territoire national pour l'exécution de ce marché doit en informer le pouvoir adjudicateur et fournir, avant le début de détachement, en application des articles L.1262-4 et R.1263-12 du Code du travail, les documents ci-après:

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R1263-3-1, R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du Code du travail.
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R.1263-2-2 du Code du travail.

Afin de simplifier le dépôt des offres, les candidats ne sont plus tenus de signer l'offre présentée. En revanche, l'acte d'engagement signé sera exigé du seul candidat auquel est envisagé d'attribuer le marché qui devra strictement se conformer à l'offre qu'il aura déposée et pour laquelle il est engagé. A cet effet, le pouvoir adjudicateur renseignera l'acte d'engagement avant de l'adresser, par voie électronique au travers du profil d'acheteur, non revêtu de sa signature, au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché. Celui-ci remplira alors les rubriques qui n'ont pu être renseignées par le pouvoir adjudicateur, le signera manuscritement et le retournera via le profil d'acheteur à ce dernier, dans un délai qui lui sera précisé par voie électronique.

Dans le cas où l'attributaire pressenti ne signerait pas son offre dans le délai imparti, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après pourra être sollicité directement.

En application de l'article L241-1 du Code des Assurances, il devra également fournir la preuve de la souscription d'un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité décennale. Cette attestation devra comporter les mentions minimales prévues à l'article R.243-2 du Code des Assurances et précisées par l'arrêté du 5 janvier 2016 fixant un modèle d'attestation d'assurance.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.departement13.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours** au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Marseille
31 Rue Jean François Leca
13002 MARSEILLE

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Marseille
31 Rue Jean François Leca
13002 MARSEILLE

Tél : 04 91 13 48 13

Télécopie : 04 91 81 13 89

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr